

Désescalade numérique, ou 10 propositions de la société civile pour les municipales : comment cela résonne au TMNlab ?

Posted on 6 janvier 2026 by Anne Le Gall

Depuis plus de vingt ans, le numérique est accompagné d'un récit de progrès continu : efficacité accrue, accès élargi au savoir, démocratisation des outils, modernisation des services publics. Pourtant, un nombre croissant d'analyses convergent vers un constat nettement plus sombre. L'industrialisation massive du numérique – portée par quelques multinationales hégémoniques – a contribué à fragiliser le lien social, à privatiser des fonctions essentielles de la société, à déqualifier des savoir-faire, et à instaurer des formes inédites de captation de l'attention, des données et des relations humaines.

Dans ce contexte, le développement accéléré de l'intelligence artificielle ne constitue pas une rupture salvatrice, mais bien souvent une amplification de dynamiques déjà à l'œuvre : concentration du pouvoir économique et technique, opacité des systèmes, dépendance accrue aux infrastructures numériques, coûts environnementaux et sociaux largement invisibilisés. Mines, chaînes d'approvisionnement, data centers, consommation énergétique, gestion des déchets : l'empreinte matérielle du numérique est massive, et profondément incompatible avec les impératifs écologiques contemporains.

Ce diagnostic radical, porté notamment par des collectifs associatifs et des chercheurs engagés, invite à un déplacement majeur : cesser de penser le numérique comme une fatalité, et retrouver une capacité collective à interroger, ralentir, orienter, voire refuser certains usages.

Face à des phénomènes souvent perçus comme globaux et insaisissables, une autre voie est proposée : celle de l'action située, à l'échelle des territoires, des collectivités, des communautés professionnelles et citoyennes. Non pas pour nier les enjeux systémiques, mais pour sortir de l'impuissance et reconstruire des marges de manœuvre concrètes.

C'est dans cette perspective que s'inscrivent des démarches de « désescalade numérique », qui visent à interroger les besoins réels, à réduire les dépendances technologiques, à garantir l'accès aux droits et aux services avec ou sans numérique, et à revaloriser le rôle de l'humain dans les organisations. Ces propositions rappellent un point essentiel : le numérique n'est pas neutre. Il est toujours le produit de choix politiques, économiques et culturels.

- [01. Sécuriser les services essentiels "hors réseau"](#)
- [02. Assurer une gestion municipale sobre et dégafamisée](#)
- [03. Garantir un service public humain](#)
- [04. Favoriser les emplois, pas les IA](#)

- [05. Assurer la sécurité sans vidéo-surveillance](#)
- [06. Bannir les écrans publicitaires de l'espace public et des transports en commun](#)
- [07. Favoriser une école ouverte et créative](#)
- [08. Lutter contre l'airbnbisation de l'habitat](#)
- [09. Refuser l'installation de data centers](#)
- [10. Limiter les antennes-relais et l'exposition électromagnétique](#)

Le site complet : <https://www.desescaladenumerique.org>

Quels échos pour le monde culturel et le spectacle vivant ?

Le secteur culturel n'est pas extérieur à ces tensions. Bien au contraire. Il est à la fois usager, prescripteur et laboratoire des technologies numériques : billetterie, CRM, communication en ligne, expériences en ligne, créations immersives, IA générative, outils de production et de médiation... Le numérique structure désormais en profondeur les pratiques des publics, les pratiques professionnelles, les modèles économiques, les relations aux publics et les formes de création.

Or, le débat reste souvent polarisé entre deux positions : l'adhésion enthousiaste à l'innovation, ou le rejet global des technologies. Entre ces deux extrêmes, une troisième voie mérite d'être consolidée : celle d'une culture numérique critique, fondée sur la compréhension des systèmes, de leurs impacts et de leurs conditions de déploiement.

Cela suppose de poser collectivement des questions structurantes :

- De quoi parle-t-on réellement quand on évoque « le numérique » ou « l'IA » dans une organisation culturelle ?
- Quels problèmes cherchons-nous à résoudre, et pour qui ?
- Quels sont les coûts invisibles (écologiques, sociaux, organisationnels) des solutions mises en place ?
- Quelles dépendances techniques, économiques ou symboliques créons-nous à moyen et long terme ?
- Quels savoir-faire risquons-nous de perdre, et lesquels souhaitons-nous au contraire renforcer ?
- Comment et quand garantir des alternatives, des possibilités de fonctionnement non numérique ?

Développer une approche responsable du numérique et de l'IA dans le champ culturel ne relève ni de la morale individuelle, ni d'une simple « bonne pratique ». C'est un travail collectif de montée en compétence, de partage de connaissances et de mise en débat. Il implique de considérer les outils numériques comme des objets politiques et culturels, inscrits dans des

rapports de pouvoir, des chaînes industrielles et des écosystèmes territoriaux.

Pour les acteurs culturels, cela ouvre un chantier stratégique : comment articuler création, service public, innovation et responsabilité ? Comment faire du numérique un levier au service des projets artistiques et des publics, sans en accepter les effets délétères comme une fatalité ? Comment, enfin, réinscrire les choix technologiques dans une vision plus large du rôle social, écologique et démocratique de la culture ?

À l'heure où l'intelligence artificielle s'impose dans les discours comme une évidence, ces questions ne sont pas périphériques. Elles sont au cœur des transformations en cours. Les aborder lucidement, collectivement et de manière située est sans doute l'une des conditions pour que le numérique cesse d'être subi, et redevienne un espace de choix, de débat et de responsabilité partagée.